



Saint-Saphorin, le 8 octobre 2018

Municipalité
de
St-Saphorin
(Lavaux)

N/réf. : 102.1003



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Lavaux, vignoble en terrasses
inscrit sur la Liste
du patrimoine mondial
en 2007

AU CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-SAPHORIN

Préavis municipal no 384

Révision générale du Règlement de police

Date de la séance des commissions ad hoc des communes partenaires :

jeudi 1^{er} novembre 2018, à 20h00,
Grande-Salle de Puidoux-Village à Puidoux

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers,

1. Préambule

Par le biais du présent préavis, la Municipalité de Saint-Saphorin propose au Conseil communal une révision en profondeur du Règlement de police (ci-après RGP).

2. Remarques liminaires et buts généraux du RGP

L'établissement du Règlement de police est une des tâches importantes des communes vaudoises. L'article 94 de la Loi sur les communes indique que celles-ci ont l'obligation de posséder un Règlement de police. Dit Règlement a trait majoritairement à la police locale exercée par la Municipalité.

Le RGP vise à rendre possible, sur le territoire de la commune, la juste application de la législation existante et à mettre en œuvre des règles regroupées sous l'appellation générique de la clause générale de police. Cette notion comprend les règles nécessaires au maintien de la sécurité, de la tranquillité et de l'ordre publics, au respect de la décence et des bonnes mœurs, ainsi qu'à la sauvegarde de l'hygiène et de la salubrité publiques.

Le RGP constitue ainsi la base légale formelle de nombreuses décisions municipales. Il comporte aussi des règles traitant de la procédure de décision au plan communal.

Ce document détermine également un nombre important de restrictions aux libertés individuelles sous la forme d'obligations et d'interdictions. Pour le citoyen, il en découle non seulement une limitation de sa liberté, laquelle s'arrête où commence celle des autres, mais aussi des droits qu'il pourra faire valoir auprès de l'autorité.

Le Règlement de police doit être le reflet de la conception de la vie en communauté de la population locale qui, à travers ses élus, la Municipalité et le Conseil communal, définissent les critères de l'action des autorités exécutives.

3. Histoire de la révision

Le Règlement de police actuel a été adopté par le Conseil communal le 21 décembre 1973 et approuvé par le Conseil d'État le 16 janvier 1974, date de son entrée en vigueur.

Aucun travail de fond n'a été réalisé depuis plus de 44 ans. Durant cette longue période, de nombreuses lois fédérales, cantonales ainsi que plusieurs règlements communaux ont été adoptés et ont changé la portée de certaines dispositions du RGP.

La mise en place de l'Association Police Lavaux en 2011 a été une volonté des dix communes partenaires, Lutry, Cully, Grandvaux, Villette, Riex, Epesses, Puidoux, Chexbres, Saint-Saphorin et Rivaz. A cette occasion, il a été constaté que de nombreux Règlements de police des communes partenaires dataient de plusieurs dizaines d'années et ne correspondaient plus aux us et coutumes de la vie moderne. Dans l'intervalle, les

communes de Cully, Villette, Riex, Epesses et Grandvaux ont fusionné en devenant la commune de Bourg-en-Lavaux. Lors du processus de fusion, les services étatiques avaient intégré la mise en œuvre d'un nouveau Règlement de police pour cette nouvelle commune.

Durant la première législature de l'organisation, les membres du Comité de direction ont été interpellés par leurs collègues municipaux quant à la mise en œuvre d'un Règlement de police commun aux communes membres de l'Association de police.

Un mandat a été donné au Commandant de police, Monsieur Eugène Chollet, de plancher sur un projet de Règlement en compagnie du service juridique de l'APOL. Au terme de cette première réflexion, les membres du Comité de direction ont conduit plusieurs séances de travail, permettant ainsi à chacune des communes d'exprimer leurs besoins spécifiques. Une synthèse des travaux a été réalisée en 2017 et un projet de Règlement de police commun a été soumis au service juridique de l'État.

4. Modifications essentielles

Comme mentionné plus avant, de nombreuses modifications légales ont été réalisées depuis l'entrée en vigueur de notre Règlement de police qui date de 1974.

Le nouveau Règlement proposé correspond bien évidemment avec la législation en vigueur et il s'adapte au mode de vie actuel.

4.1. Table des matières et modifications importantes

Il a été décidé de revoir le plan du RGP par souci de lisibilité et pour donner toute satisfaction aux lecteurs et à ses principaux utilisateurs.

<u>Titre I</u>	<u>Dispositions générales</u> <i>(anciennement Titre Premier Dispositions générales)</i>
Chapitre I	Champ d'application <i>(anciennement Chapitre Premier Attributions et compétences municipales)</i>
Art. 1	But <i>(adaptation de l'art. 1)</i>
Art. 2	Droit applicable <i>(nouveau)</i>
Art. 3	Champ d'application territorial <i>(adaptation de l'art. 9)</i>
Chapitre II	Compétences <i>(nouveau)</i>
Art. 4	Champ d'application personnelle <i>(nouveau)</i>
Art. 5	Compétence réglementaire de la Municipalité <i>(adaptation des art. 2 et 3)</i>
Art. 6	Autorités et organes compétents <i>(nouveau)</i>
Art. 7	Délégation de compétence <i>(nouveau)</i>
Art. 8	Missions de la police <i>(nouveau)</i>
Art. 9	Obligation de prêter main-forte <i>(adaptation de l'art.6)</i>
Art. 10	Répression des contraventions <i>(adaptation de l'art. 8)</i>
Art. 11	Résistances, entraves et injures <i>(adaptation de l'art.7)</i>

Chapitre III	De la procédure (<i>anciennement Chapitre II De la répression des contraventions</i>)
	<u>Section I – Procédure relative aux contraventions (nouveau)</u>
Art. 12	Contraventions (<i>adaptation des art. 8 et 11</i>)
Art. 12bis	Amende d'ordre (<i>nouveau</i>)
Art. 13	Qualité de dénonciateur (<i>adaptation des art. 4 et 5</i>)
	<u>Section II – Procédure administrative (nouveau)</u>
Art. 14	Autorisations et dérogations (<i>nouveau</i>)
Art. 15	Instruction et décision (<i>nouveau</i>)
Art. 16	Retrait d'autorisation (<i>nouveau</i>)
Art. 17	Recours administrative (<i>nouveau</i>)
	<u>Section III – De la procédure devant l'autorité municipale (nouveau)</u>
Art. 18	Généralités (<i>nouveau</i>)
Art. 19	Rapports de contravention (<i>nouveau</i>)
Art. 20	Dénonciations (<i>nouveau</i>)
Art. 21	Audiences (<i>nouveau</i>)
Art. 22	Police des audiences (<i>nouveau</i>)
Art. 23	Assistance (<i>nouveau</i>)
Art. 24	Frais (<i>nouveau</i>)

Titre II **Domaine public** (*nouveau*)

Chapitre I	Domaine public en général (<i>nouveau</i>)
Art. 25	Affectation (<i>nouveau</i>)
Art. 26	Usage commun (<i>nouveau</i>)
Art. 27	Usage soumis à autorisation (<i>nouveau</i>)
Chapitre II	Circulation (<i>anciennement Chapitre III De la circulation</i>)
Art. 28	Police de la circulation (<i>adaptation de l'art.12</i>)
Art. 29	Stationnement pendant les manifestations (<i>nouveau</i>)
Art. 30	Enlèvement d'office (<i>nouveau</i>)
Art. 31	Véhicules utilisés à des fins publicitaires ou affectés à la vente de marchandise (<i>nouveau</i>)
Chapitre III	Sécurité et propreté des voies publiques (<i>anciennement Chapitre IV De la sécurité sur la voie publique</i>)
Art. 32	Actes interdits (<i>adaptation des art. 17, 20, 23, 27, 39</i>)
Art. 33	Stores et tentes (<i>sans changement – art. 22</i>)
Art. 34	Travaux présentant des dangers pour des tiers (<i>adaptation des art. 24 et 25</i>)
Art. 35	Dépôt, travaux sur la voie publique (<i>adaptation de l'art. 21</i>)
Art. 36	Débris et matériaux de démolition (<i>nouveau</i>)
Art. 37	Transports d'objets dangereux (<i>nouveau</i>)
Art. 38	Clôtures (<i>nouveau</i>)
Art. 39	Arbres et haies (<i>nouveau</i>)
Art. 40	Sport (<i>nouveau</i>)
Art. 41	Jeu (<i>nouveau</i>)
	De la voirie (<i>anciennement Chapitre V De la voirie</i>)
Art. 42	Propreté et protection des lieux (<i>adaptation des art. 26 et 141, al. 1, lettre d</i>)
Art. 43	Directives (<i>nouveau</i>)
Art. 44	Parcs et promenades (<i>adaptation de l'art. 141, al. 1, lettre a</i>)
Art. 45	Graffitis (<i>nouveau</i>)

Art. 46	Police de la voie publique (<i>adaptation des art. 30 et 39</i>)
Art. 47	Propreté des chaussées (<i>nouveau</i>)
Art. 48	Nettoyage (<i>nouveau</i>)
Art. 49	Fontaines publiques (<i>adaptation de l'art. 31</i>)
Art. 50	Des déchets (<i>adaptation de l'art. 28</i>)
Art. 51	Déblaiement de la neige (<i>adaptation de l'art. 29</i>)
Art. 52	Risque de gel (<i>nouveau</i>)
Art. 53	Distribution d'imprimés et de confettis (<i>nouveau</i>)
Chapitre IV	Affichage (<i>anciennement Chapitre VI De l'affichage</i>)
Art. 54	Affichage (<i>adaptation de l'art. 33</i>)
Titre III	<u>Sécurité, tranquillité, ordre et mœurs publics</u> (<i>anciennement Titre III De l'ordre public, de la sécurité et de la tranquillité publiques, des mœurs</i>)
Chapitre I	Ordre public, sécurité et tranquillité publiques (<i>anciennement Chapitre VII De l'ordre public, de la sécurité et de la tranquillité publiques</i>)
Art. 55	Généralités (<i>adaptation de l'art. 34</i>)
Art. 56	Mendicité (<i>nouveau</i>)
Art. 57	Ivresse sur la voie publique (<i>nouveau</i>)
Art. 58	Boissons alcooliques (<i>nouveau</i>)
Art. 59	Mesures de police (<i>adaptation de l'art. 34</i>)
Art. 60	Appréhension (<i>nouveau</i>)
Art. 61	Restrictions (<i>nouveau</i>)
Art. 62	Mesures d'éloignement (<i>nouveau</i>)
Art. 63	Jours de repos public (<i>adaptation de l'art. 48</i>)
Art. 64	Tranquillité publique en général (<i>nouveau</i>)
Art. 65	Travaux bruyants (<i>adaptation des art. 35, 40, 52, 53 et 54</i>)
Art. 66	Entretien des espaces verts (<i>adaptation de l'art. 52</i>)
Art. 67	Instruments et appareils sonores (<i>adaptation de l'art. 36</i>)
Chapitre II	Mœurs (<i>anciennement Chapitre VIII Des mœurs</i>)
Art. 68	Acte contraire à la décence (<i>adaptation de l'art. 42</i>)
Art. 69	Manifestation et comportement sur la voie publique (<i>adaptation de l'art. 43</i>)
Art. 70	Objets contraires à la décence ou à la morale (<i>adaptation de l'art. 44</i>)
Art. 71	Prostitution (<i>nouveau</i>)
Chapitre III	Bains publics et plages (<i>nouveau</i>)
Art. 72	Baignade interdite (<i>nouveau</i>)
Art. 73	Décence (<i>adaptation de l'art. 45</i>)
Art. 74	Surveillance des plages et bains (<i>nouveau</i>)
Chapitre IV	Camping (<i>nouveau</i>)
Art. 75	Camping et caravanning (<i>nouveau</i>)
Art. 76	Entreposage (<i>nouveau</i>)
Chapitre V	Mineurs (<i>anciennement Chapitre IX De l'enfance</i>)
Art. 77	Mineurs (<i>adaptation de l'art. 46, al. 1 et 2</i>)
Art. 78	Disposition pénale (<i>adaptation de l'art. 46, al. 3</i>)
Art. 79	Produits et objets prohibés (<i>adaptation de l'art. 47</i>)

Chapitre VI	Spectacles et réunions (<i>anciennement Chapitre XI Des spectacles et des réunions publiques</i>)
Art. 80	Autorisations (<i>adaptation des art. 37 et 55</i>)
Art. 81	Manifestations privées (<i>nouveau</i>)
Art. 82	Demande d'autorisation (<i>adaptation des art. 37 et 57</i>)
Art. 83	Procédure (<i>adaptation de l'art. 58</i>)
Art. 84	Refus d'autorisation (<i>adaptation des art. 37 et 56</i>)
Art. 85	Annulation de manifestation par l'organisateur (<i>nouveau</i>)
Art. 86	Usage accru du domaine public sans autorisation (<i>nouveau</i>)
Art. 87	Responsabilité (<i>nouveau</i>)
Art. 88	Remise en état (<i>nouveau</i>)
Art. 89	Manifestations publiques (<i>nouveau</i>)
Art. 90	Locaux destinés aux manifestations (<i>nouveau</i>)
Art. 91	Cortège aux flambeaux (<i>adaptation de l'art. 81</i>)
Art. 92	Mesures particulières (<i>nouveau</i>)
Art. 93	Libre accès (<i>adaptation de l'art. 59</i>)
Art. 94	Taxe d'utilisation du domaine public (<i>adaptation de l'art. 60</i>)
Art. 95	Disposition pénale (<i>nouveau</i>)
Chapitre VII	Police et protection des animaux (<i>sans changement – chapitre XII</i>)
Art. 96	Mesures de sécurité (<i>adaptation de l'art. 64, al. 1 et des art. 68 et 72</i>)
Art. 97	Chiens (<i>nouveau</i>)
Art. 98	Restrictions d'accès aux chiens (<i>adaptation de l'art. 71</i>)
Art. 99	Chiens errants (<i>adaptation de l'art. 64, al. 2</i>)
Art. 100	Animal agressif, dangereux ou maltraité (<i>adaptation de l'art. 65</i>)
Art. 101	Animaux errants (<i>nouveau</i>)
Art. 102	Animaux sauvages (<i>nouveau</i>)
Art. 103	Chevaux (<i>nouveau</i>)
Art. 104	Bétail (<i>nouveau</i>)
Art. 105	Oiseaux (<i>adaptation de l'art. 70</i>)
Art. 106	Abattage des animaux (<i>adaptation de l'art. 69</i>)
Chapitre VIII	Police du feu (<i>sans changement – chapitre XIII</i>)
Art. 107	Feu sur la voie publique et ses abords (<i>adaptation de l'art. 73</i>)
Art. 108	Destruction de déchets (<i>adaptation des art. 74 et 85, al. 1, 2^{ème} phrase</i>)
Art. 109	Vent violent, sécheresse (<i>sans changement – art. 85, al.1, 1^{ère} phrase</i>)
Art. 110	Feux d'artifice (<i>adaptation de l'art. 80</i>)
Art. 111	Matières inflammables (<i>nouveau</i>)
Art. 112	Bornes hydrantes (<i>adaptation de l'art. 83</i>)
Chapitre IX	Police des eaux (<i>sans changement - Art. XIV</i>)
Art. 113	Interdictions (<i>adaptation de l'art. 88</i>)
Art. 114	Fossés et ruisseaux du domaine public (<i>adaptation des art. 89 et 90</i>)
Art. 115	Ruisseaux, coulisses et canalisations du domaine privé (<i>adaptation de l'art. 90</i>)
Art. 116	Sanctions (<i>adaptation de l'art. 91</i>)
Art. 117	Dégradations (<i>sans changement – art. 92</i>)
Art. 118	Pêche interdite (<i>nouveau</i>)

- Art. 119 Navigation (*nouveau*)
- Art. 120 Pontons publics (*nouveau*)
- Art. 121 Installations portuaires (*adaptation de l'art. 93*)
- Art. 122 Arrosage (*nouveau*)

Titre IV **Hygiène et salubrité publiques** (*sans changement*)

- Chapitre I **Généralités** (*anciennement Chapitre XV Hygiène et salubrité*)
- Art. 123 Mesures d'hygiène et de salubrité (*adaptation de l'art. 94*)
 - Art. 124 Inspection de salubrité (*nouveau*)
 - Art. 125 Commission de salubrité (*adaptation de l'art. 95*)
 - Art. 126 Protection des denrées alimentaires (*adaptation de l'art. 99*)
 - Art. 127 Contrôle des denrées alimentaires (*adaptation de l'art. 96*)
 - Art. 128 Entreprises (*nouveau*)
 - Art. 129 Opposition aux contrôles réglementaires (*nouveau*)
 - Art. 130 Travaux ou activités comportant des risques de pollution (*nouveau*)
 - Art. 131 Zones agricoles et village (*nouveau*)

Titre V **Inhumations et cimetière** (*anciennement Chapitre XVI Des inhumations et cimetières*)

- Chapitre I **Inhumations et cimetière** (*nouveau*)
- Art. 132 Annonce de décès (*nouveau*)
 - Art. 133 Règlement spécial (*adaptation de l'art. 102*)

Titre VI **Commerce et industrie** (*anciennement Titre V*)

- Chapitre I **Établissements publics** (*anciennement Chapitre XVIII Des établissements publics*)
- Art. 134 Champ d'application (*adaptation de l'art. 114*)
 - Art. 135 Ouverture et fermeture (*adaptation de l'art. 115*)
 - Art. 136 Prolongation d'ouverture (*adaptation des art. 62 et 116*)
 - Art. 137 Activités susceptibles de générer des nuisances sonores (*adaptation de l'art. 120*)
 - Art. 138 Terrasses et dépendances (*nouveau*)
 - Art. 139 Bon ordre (*adaptation de l'art. 118*)
 - Art. 140 Obligations du titulaire (*adaptation de l'art. 119*)
 - Art. 141 Consommateurs et voyageurs (*nouveau*)
 - Art. 142 Contravention (*adaptation de l'art. 117*)
 - Art. 143 Fermeture temporaire (*nouveau*)
 - Art. 144 Animation dans les établissements publics (*nouveau*)
 - Art. 145 Service d'ordre et de sécurité (*nouveau*)
 - Art. 146 Lasers (*nouveau*)
- Chapitre II **Commerce** (*anciennement Chapitre XX Du commerce, du colportage et des métiers ambulants*)
- Art. 147 Ouverture des commerces (*adaptation de l'art. 131*)
 - Art. 148 Activité soumise à la loi sur le commerce itinérant (*adaptation de l'art. 63*)
 - Art. 149 Registre des commerçants (*nouveau*)
 - Art. 150 Colportage (*adaptation des art. 129 et 132*)

- Art. 151 Métiers ambulants (*adaptation de l'art. 133*)
- Art. 152 Refus de pratiquer (*adaptation de l'art. 134*)
- Art. 153 Obligations (*adaptation de l'art. 132*)
- Art. 154 Tarifs (*nouveau*)

Chapitre III

Foires et marchés (*nouveau*)

- Art. 155 Foires et marchés (*nouveau*)
- Art. 156 Dates et emplacements (*nouveau*)
- Art. 157 Obligations des vendeurs (*nouveau*)
- Art. 158 Affichage (*nouveau*)
- Art. 159 Champignons (*adaptation de l'art. 137*)
- Art. 160 Police du marché (*nouveau*)
- Art. 161 Présentation (*nouveau*)
- Art. 162 Interdiction des marchés (*nouveau*)
- Art. 163 Police des marchés (*nouveau*)

Titre VII

Construction (*anciennement Titre VI Police des constructions*)

Bâtiments et rues (*nouveau*)

- Art. 164 Numérotation des bâtiments (*nouveau*)
- Art. 165 Plaques de numérotation (*nouveau*)
- Art. 166 Entretien des plaques de numérotation (*nouveau*)
- Art. 167 Noms des voies publiques (*nouveau*)
- Art. 168 Signalisation routière et éclairage public (*nouveau*)

Titre VIII

Police Rurale (*anciennement Titre VII*)

- Art. 169 Principes (*adaptation de l'art. 140*)
- Art. 170 Grappillage et maraudage (*adaptation des art. 143 et 144*)
- Art. 171 Abattage d'arbres (*nouveau*)
- Art. 172 Serres et tunnels (*nouveau*)
- Art. 173 Épandage et compostage (*nouveau*)
- Art. 174 Bordures des chemins (*nouveau*)
- Art. 175 Abornement (*nouveau*)

Titre IX

Contrôle des habitants et police des étrangers (*anciennement Titres VIII Police des étrangers et contrôle des habitants*)

- Art. 176 Principe (*adaptation de l'art. 148*)

Titre X

Dispositions finales (*sans changement*)

- Art. 177 Disposition abrogatoire (*adaptation de l'art. 151*)
- Art. 178 Entrée en vigueur (*adaptation des art. 150 et 151*).

4.2. Explicatif de certaines modifications

Le Code de procédure pénale fédéral (ci-après CPP) est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2011. Dès lors, le Règlement de police tient compte des modifications induites par le CPP.

De plus, la Loi sur les contraventions est également entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2011. Celle-ci permet aux communes de sanctionner certaines contraventions,

notamment celles au présent Règlement. Cette loi sur les contraventions modifiée remplace l'ancienne loi sur les sentences municipales, laquelle est abrogée dès la même date. Des changements quant aux Commissions de police ont également été pris en compte dans ce nouveau Règlement.

Article 12 bis :

Au vu de l'atteinte à un niveau préoccupant de la pollution de l'espace public par des petites quantités de déchets urbains - littering tels que les mégots, chewing-gums et autres - une nouvelle Loi sur les amendes d'ordre communales est entrée en vigueur le 1^{er} mars 2016. À son article 3, il est prévu que la commune dresse dans son Règlement de police la liste des contraventions réprimées par des amendes d'ordre et le montant de celles-ci. Dit article spécifie les domaines d'activités dans lesquels une amende d'ordre peut être délivrée. Ainsi, la Municipalité a décidé de lister les contraventions passibles d'amendes d'ordre ainsi que leurs montants.

Article 56 :

Au vu des problèmes rencontrés par la mendicité dans les grandes villes avoisinantes, la Municipalité propose d'introduire un article à ce sujet. L'instauration d'un tel article est justifiée par la volonté de donner à la police des moyens de lutter, cas échéant.

Article 62 :

Afin de parer aux diverses incivilités rencontrées par nos citoyens, la Municipalité entend conférer à notre police la possibilité d'infliger elle-même des mesures d'éloignement avec interdiction de périmètre aux personnes qui portent, d'une manière ou d'une autre, atteinte à la sécurité publique. Il s'agit de relever qu'il s'agit d'une possibilité et non d'une interdiction. En effet, le but est d'associer la prévention, la dissuasion et, cas échéant, la répression.

Article 58 :

Afin de garantir la sécurité, la tranquillité de notre population, la Municipalité propose d'autoriser notre police à interdire la consommation d'alcool sur le domaine public aux personnes qui y causent des troubles.

Articles 80ss :

Depuis le 15 septembre 2011, le Canton de Vaud a mis en application un nouveau guichet virtuel pour l'annonce des manifestations. Ce guichet est appelé « Pocama ». Ainsi, tous les manifestations, rassemblements, cortèges, spectacles, conférences, soirées, expositions, événements sportifs, etc. doivent être annoncés à la commune où est prévue la manifestation. Dans certains cas, les autorités cantonales doivent aussi délivrer une autorisation. Dès lors, les organisateurs de manifestations doivent déposer leur demande sur le site cantonal Pocama, afin de solliciter dite autorisation.

Articles 97ss :

Selon la Loi sur la police des chiens du 31 octobre 2006, son règlement d'application du 9 avril 2014 et l'Ordonnance sur les épizooties du 27 juin 1995, les communes ont diverses compétences en matière d'identification et d'enregistrement des chiens et de leurs détenteurs. Ainsi, les dispositions du Règlement de police en la matière ont été adaptées en fonction des lois énumérées ci-dessus.

4.3. Abrogations

Nous proposons d'abroger les articles 11, 13, 14, 15, 16, 19, 32, 38, 41, 49, 50, 51, 61, 66, 67, 75, 76, 77, 78, 79, 82, 86, 87, 98, 100, 101, 104, 105, 106, 107,

